

HYERES : Tour de France – Les règles du jeu vont-elles changer en Espagne ?

HYERES : Après les premières étapes de montagne, voilà que les coureurs du Tour de France vont traverser les Pyrénées pour rejoindre l'Espagne.



La Coordination Rurale se demande si ce changement de pays impliquera un changement de règles pour les coureurs, une façon pour elle de dénoncer une nouvelle fois les distorsions de concurrence qui existent entre la France et l'Espagne. La CR demande en ce sens l'interdiction d'importation de tous les produits agricoles utilisant des traitements prohibés en France et l'inscription obligatoire du pays de production sur les emballages. Entre la France et l'Espagne, de nombreuses

réglementations différent, notamment en agriculture !
L'exemple le plus flagrant concerne les traitements phytosanitaires. Interdire l'importation de fruits et légumes traités avec des produits interdits en France, cela paraît logique et le Premier ministre vient de la faire pour les cerises traitées au diméthoate. Pourtant ce n'est pas toujours le cas ! La Coordination Rurale rappelle qu'aujourd'hui, les pommes, poires et agrumes espagnols proposés dans les commerces sont traités au spinetoram : un composant que nos arboriculteurs n'ont pas le droit d'utiliser.

Au sein de l'Union européenne, tous les agriculteurs n'ont pas les mêmes droits ni les mêmes devoirs en matière de contraintes environnementales, une triste réalité encore d'actualité...

SOURCE /

Coordination Rurale PACA

Max Bauer – Président

3370 Route des Loubes – 83400 HYERES

Tel : 04 67 47 52 30 – Site: www.crprovence.fr

A propos de la Coordination Rurale PACA

La Coordination Rurale Provence-Alpes-Côte-d'Azur est un syndicat indépendant de toute organisation économique et politique qui défend tous les agriculteurs. Ses représentants sont des bénévoles vivant de leur ferme, présents dans les instances départementales et régionales où ils apportent l'avis de vrais paysans. La CRPACA lutte pour que les agriculteurs conservent leur liberté d'entreprendre avec des prix rémunérateurs, pour que le foncier agricole cesse d'être menacé par la pression urbaine et pour la protection des productions méditerranéennes.